



MOBILISATION DU 16 NOVEMBRE CONVERGEONS PUBLIC ET PRIVÉ POUR GAGNER

En dépit du mécontentement légitime que provoque leur politique et des mobilisations qu'elle suscite, le Président de la République, le Premier ministre et le gouvernement poursuivent leur politique de casse sociale et d'austérité, répondant aux vœux du MEDEF.

Ces frappes tous azimuts sont cohérentes et s'inscrivent dans une vision globale et homogène d'un projet de société marqué du sceau du libéralisme le plus exacerbé, répondant aux exigences sans fin de la loi du profit.

A titre d'exemple, il y a les cadeaux fiscaux exorbitants faits aux plus fortunés alors que les droits et les aides accordés aux plus démunis se réduisent davantage, sans compter les mesures régressives à l'encontre des retraités, présentés comme des privilégiés.

Ces attaques sont confirmées par les projets de Loi de finances (PLF) et de Loi de financement de la Sécurité sociale (PLFSS) 2018 qui s'attaquent drastiquement aux dépenses publiques socialement utiles et mettent en péril des missions vitales pour la population.

De plus, il n'est pas question d'oublier un seul instant les offensives d'un niveau quasi inédit contre les agents de la Fonction publique: aucune revalorisation de la valeur du point sur 2017 et 2018 faisant suite à plusieurs années de gel ayant conduit à des pertes monumentales de pouvoir d'achat – plus de 15 % depuis 2000! –, rétablissement de l'injuste et inefficace jour de carence, hausse de la CSG dont la compensation intégrale pour tous n'est même pas assurée, 120 000 nouvelles suppressions d'emplois sur la mandature, privatisation et abandon des missions publiques dans le cadre de CAP 2022... N'en jetons plus: la coupe est non seulement pleine, mais elle déborde!

C'est d'ailleurs cette politique inacceptable qui a conduit à la journée de grève et d'action massive du 10 octobre dernier, à l'appel de toutes les organisations syndicales de la Fonction publique.

Quant aux ordonnances (et à leurs décrets d'application), elles ne visent qu'à la destruction du code du travail. Cette attaque gravissime contre les droits des salariés ne manquera pas d'avoir des répercussions majeures sur le statut général des fonctionnaires. La

précarité est en marche pour les salariés du privé comme pour les agents publics.

Face à cette politique ultra-libérale, l'heure est à élever le rapport de forces en faisant converger les luttes du secteur public et du secteur privé, des actifs et des retraités.

C'est pourquoi, nos organisations syndicales de la Fonction publique appellent à s'emparer massivement de la journée de mobilisation interprofessionnelle du 16 novembre, par la grève et les manifestations.

POUR NOTAMMENT:

- ✓ Le renforcement des droits des salariés et le retrait des textes qui les fragilisent.
- ✓ De véritables mesures pour lutter contre le chômage et une meilleure indemnisation des privés d'emploi.
- ✓ La revalorisation immédiate de la valeur du point d'indice et le rattrapage des pertes de pouvoir d'achat intervenues ces dernières années pour les agents de la Fonction publique.
- ✓ La compensation intégrale et pérenne de la hausse de la CSG, hausse que par ailleurs, nous contestons.
- ✓ Le non rétablissement du jour de carence.
- ✓ Des créations d'emplois dans les nombreux services publics où c'est nécessaire et des dispositifs ambitieux pour lutter contre la précarité sous toutes ses formes.
- ✓ Le développement des missions publiques et le renforcement du Statut Général des fonctionnaires.

**LES FÉDÉRATIONS CGT, FO, SOLIDAIRES DE
LA FONCTION PUBLIQUE APPELLENT LES
PERSONNELS À SE RÉUNIR EN ASSEMBLÉES
GÉNÉRALES SUR LES LIEUX DE TRAVAIL POUR
PRÉPARER LA MOBILISATION.**

**TOUTES ET TOUS EN GREVE ET AUX MANIFESTATIONS
LE JEUDI 16 NOVEMBRE**

Jeudi 16 novembre, **à la DGFIP comme** **partout ailleurs** **Toutes et tous**



Le 10 octobre, la CGT Finances publiques a appelé tous les agents à se mobiliser par la grève et les manifestations pour :

- **Sortir des politiques de restrictions budgétaires et défendre le service public ;**
- **Combattre les suppressions d'emplois, les restructurations pour accomplir toutes nos missions dans de bonnes conditions de travail ;**
- **Refuser le prélèvement à la source toujours annoncé pour 2019 ;**
- **La défense et l'amélioration de nos statuts pour permettre à chaque citoyen d'être traité à égalité ;**
- **Obtenir l'augmentation du point d'indice, refuser la hausse de la CSG et de tout système de rémunération au mérite (abandon du RIFSEEP) ;**
- **Empêcher le rétablissement du jour de carence ;**
- **Et parce que nos intérêts sont communs avec le secteur privé, exiger un code du travail du XXI^e siècle protecteur des salariés, qui rétablisse la hiérarchie des normes et le principe de faveur. Cela passe par l'abandon des ordonnances Macron.**

La journée d'action et de grève du 10 octobre a rencontré un grand succès dans l'ensemble de la Fonction publique. Mais depuis, nous n'avons eu aucune réponse sur nos revendications. Et si le gouvernement entend désormais intégralement compenser la hausse de la CSG, ce geste est loin de nous satisfaire, ne répond en rien aux attentes des agents et entérine une conception de la protection sociale qui n'est pas la nôtre.

Emmanuel Macron et son gouvernement voient les fonctionnaires comme une variable d'ajustement au service du remboursement de la dette : c'est la disette budgétaire, les suppressions d'emplois et les attaques contre les différents statuts de trois versants de la fonction publique. C'est le sens de la mise en place de CAP 2022, un comité chargé d'effectuer des propositions de réorganisations dans la Fonction publique. Clairement, il s'agit pour eux de déterminer quelles missions seront privatisées et/ou abandonnées.

La CGT affirme que le service public n'est pas une charge, mais une réponse aux besoins des populations !

A la DGFIP, où un agent sur trois était en grève, le directeur général, fait fi de la mobilisation des personnels et poursuit sa campagne de destruction de nos droits et garanties. Ainsi il propose de mettre nos futures affectations entre les mains des directeurs locaux. C'est inacceptable... la CGT exige le retrait de ce projet du directeur.

Dans ce contexte, la mobilisation est primordiale. Les organisations CGT, Solidaires, FO, FSU et les organisations de jeunesse appellent à être dans l'action. **C'est pourquoi la CGT Finances Publiques appelle l'ensemble des agents à être en grève et dans les manifestations le 16 novembre !**

TOUTES ET TOUS EN GREVE LE 16 NOVEMBRE !!! **MANIFESTATION A 14 HEURES PLACE ARNAUD BERNARD**